

Communiqué de presse

Main basse sur les médias : NON

L'avenir de l'information et de la culture, de l'audiovisuel public et des médias associatifs, de l'AFP et de la presse écrite est aujourd'hui gravement menacé.

Nous n'acceptons pas que cet avenir soit confisqué par le pouvoir et les patrons des groupes privés.

Nous refusons l'étatisme et l'affairisme qui guident, notamment, la loi sur l'audiovisuel public et les Etats généraux de la presse écrite.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui sont attachés à l'indépendance, au pluralisme et à la diversité de l'information et de la culture à mettre en commun leurs réflexions et leurs propositions pour agir ensemble.

Réunion publique
27 novembre à 18h,
au Musée Social,
5 rue Las Cases 75007 PARIS - Métro Solférino

L'information et la culture sont des biens communs. Ils sont l'affaire de toutes et de tous.

Premiers signataires (Jeudi 13 novembre)

- Les associations, médias associatifs et syndicats suivants, parties prenantes des « Etats généraux pour une information et des médias pluralistes » : Action-Critique-Médias (Acrimed), Association des Cyberjournalistes (ACJ), Association « Mémoires des luttes », Association pour la Coopération des radios libres (CORALI), ATTAC, Association RezoCitoyen, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération Nationale des Vidéos de pays et de quartiers (FNVDPQ), Les Pieds dans le Paf, Metazone, Syndicat National des journalistes (SNJ), Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT), Sud AFP, Sud Culture, Sud France 3, Union Syndicale Solidaires.
- Les Etats généraux de la Culture